



La mutation gagne nos métiers, notre industrie, nos prestataires eux-mêmes. C'est dans ce contexte mouvant qu'Infostat prend tout son sens, par les échanges informels qu'elle suscite, les outils pratiques qu'elle élabore, les retours d'expérience qu'elle permet. Alors malgré les difficultés, les changements de président à la tête de certaines commissions, la faible participation à d'autres, notre association doit continuer d'avancer.

Elle l'a fait en 2014. Elle a rassemblé autour d'elle trois sponsors (Celtipharm, Cegedim et Ims); stabilisé son nombre d'adhérents (désormais de 37 laboratoires); revu son site Internet; enrichi sa collection de booklets; fait réaliser le quatrième volet de son étude d'image de l'industrie pharmaceutique auprès des associations de patients.

Elle le fera aussi en 2015. Nous avons pour ambition d'élargir notre association à de nouveaux publics, de conquérir de nouveaux adhérents, d'adapter les commissions aux contraintes de chacun, de revoir les modalités de validation de la visite médicale... Toujours en alerte sur l'évolution de nos métiers, du secteur et du monde dans lequel nous vivons, nous allons travailler en étroite collaboration avec nos partenaires historiques (IMS, Cegedim...) pour appréhender leur nouveau périmètre d'activités et offre de services. Nous allons poursuivre nos études en partenariat avec l'Asocs, et venons de créer une cinquième commission, dédiée aux fonctions dans le Digital. Avec vous, grâce à vous, nous continuerons à bâtir l'avenir de notre métier.

LE BIG DATA EN COURS DE DÉCRYPTAGE

► Sous la houlette de son président, Francis Audroin, la **commission Veille** s'est attaquée en 2014 à un thème d'envergure, le Big Data. Pour commencer, « nous voulions avoir un point de vue éclairé sur les possibilités et surtout les risques de l'open data », raconte Francis Audroin. Confrontée à une fin de non-recevoir de la Cnil, la commission s'est tournée vers le Leem, où elle a pu rencontrer le Dg, Philippe Lamoureux, et la directrice médico-économique, Chrystel Jouhan-Flahaut. De cet entretien d'une heure et demie instructif a été extrait un article réservé exclusivement aux adhérents d'Infostat. « C'est un premier éclairage, une amorce; notre projet consiste à travailler avec une bonne dizaine d'acteurs hors pharmacie, comme Google, Amazon, IBM, des mutuelles... qui disposent de données de santé ou d'outils pour les traiter. Nous voulons connaître leur définition du Big Data, savoir quelles pourraient être ses implications dans le domaine de la santé, et les outils qu'ils mettent ou mettront en place pour traiter ces données, quand et à quel coût... », ajoute le président. Rappelons qu'au paravant, la commission avait élaboré une charte de la veille optimale (décembre 2013), puis défini les sources d'information sur les principaux concurrents d'un laboratoire, qu'elles soient gratuites ou payantes.

SPÉCIAL ÉTUDE

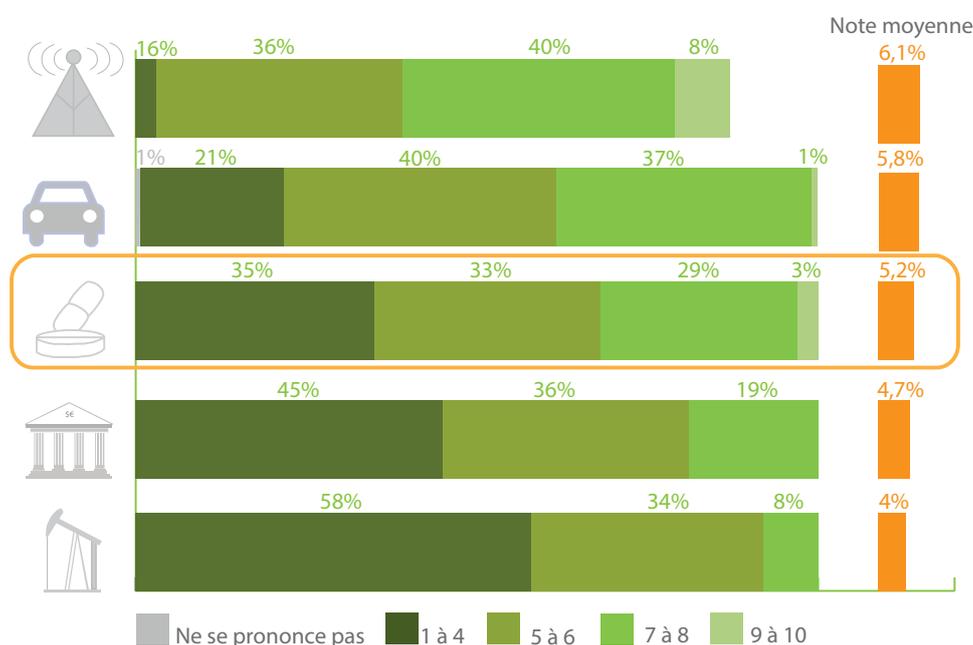
UN NOUVEAU VOLET DE L'ÉTUDE D'IMAGE DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

1

Les trois premiers volets de l'étude d'image de l'industrie pharmaceutique, respectivement en 2012, 2013 et 2014, s'étaient attaché à analyser la manière dont les leaders d'opinion, les médecins spécialistes et syndicats, puis les médecins généralistes, jugeaient notre secteur; en 2015, le quatrième volet s'intéresse cette fois à la perception de l'image par les associations de patients. Toujours réalisé par l'ASOCS pour le compte d'Infostat, celui-ci a nécessité au préalable de lister ces associations, en compilant les données disponibles auprès du ministère de la Santé, d'Orphanet, des sites Internet des laboratoires, des organes de presse, et bien sûr de notre association elle-même. 73 responsables d'associations de patients ont répondu début 2015. Ceux-ci ont une perception assez mitigée des différentes industries, et placent la pharmacie en troisième position, avec une note de 5,2 sur 10, derrière les télécommunications (6,1) et l'automobile (5,8). Seuls 3 % des responsables interrogés lui accordent une note entre 9 et 10, contre 35 % entre 1 et 4. En revanche, le niveau de recommandation est meilleur, puisque l'industrie pharmaceutique se classe deuxième avec une note moyenne de 6,2, derrière les télécommunications (6,8). Les responsables des associations interrogées estiment ainsi l'industrie pharmaceutique « indispensable, nécessaire, utile, dynamique, tournée vers la recherche », à l'instar de la banque et de l'industrie pétrolière. A contrario, ils la jugent « mercantile, malhonnête, opaque, principalement préoccupée de ses profits », alors qu'ils qualifient les télécommunications de « dominatrices, envahissantes », la banque de « menteuse et voleuse », les industries pétrolières et automobiles de « polluuses et irresponsables ».

PERSONNELLEMENT, QUELLE IMAGE GLOBALE AVEZ-VOUS DE CHACUN DES SECTEURS D'ACTIVITÉ SUIVANT ?

Les associations interrogées ont une image globalement moyenne des différents secteurs testés. L'industrie pharmaceutique se place en milieu de tableau avec une note d'opinion moyenne de 5,2/10.



QUID DES PRIMES QUALITATIVES ?

► Alors qu'en 2014, l'étude sur les primes qualitatives comptabilisait une trentaine de répondants, la **commission SFE** a administré le même questionnaire début 2015, « pour pouvoir établir une comparaison », explique Christophe de Gasperi, son président. Ainsi, « on note une légère évolution entre 2014 et 2015, elle concerne l'accroissement de la part des primes qualitatives sur le total des primes ». Pas étonnant, puisqu'un autre enseignement tiré de l'étude, « trois quarts des laboratoires interrogés travaillent sur les primes qualitatives ». Pour aller plus loin dans l'analyse, la commission a enrichi ces données « avec le point de vue éclairé des sociétés de conseil spécialisées sur les primes dans le secteur pharmaceutique » comme Salesway et Primeum. Rappelons qu'en 2014, la commission a commencé à dresser le panorama de la fonction SFE dans les laboratoires : quelle est la taille de ce service ? A qui est-il rattaché ? Son périmètre concerne-t-il exclusivement le SFE ou englobe-t-il également les études de marché ? « Plus nous en discutons, plus nous nous apercevons que le service SFE était complexe à définir, raconte Christophe de Gasperi. Cette année, nous souhaitons néanmoins rédiger un article sur le sujet pour donner une meilleure visibilité à cette fonction injustement méconnue ». Cet article devrait être diffusé, d'une part auprès des Mastères ouverts aux étudiants en pharmacie ou bac +3 ou +4, et d'autre part dans des magazines spécialisés. En 2015, la commission va creuser un autre sujet, qu'elle va choisir parmi la définition de la performance et de ses indicateurs, les analyses d'impact et les outils CRM.

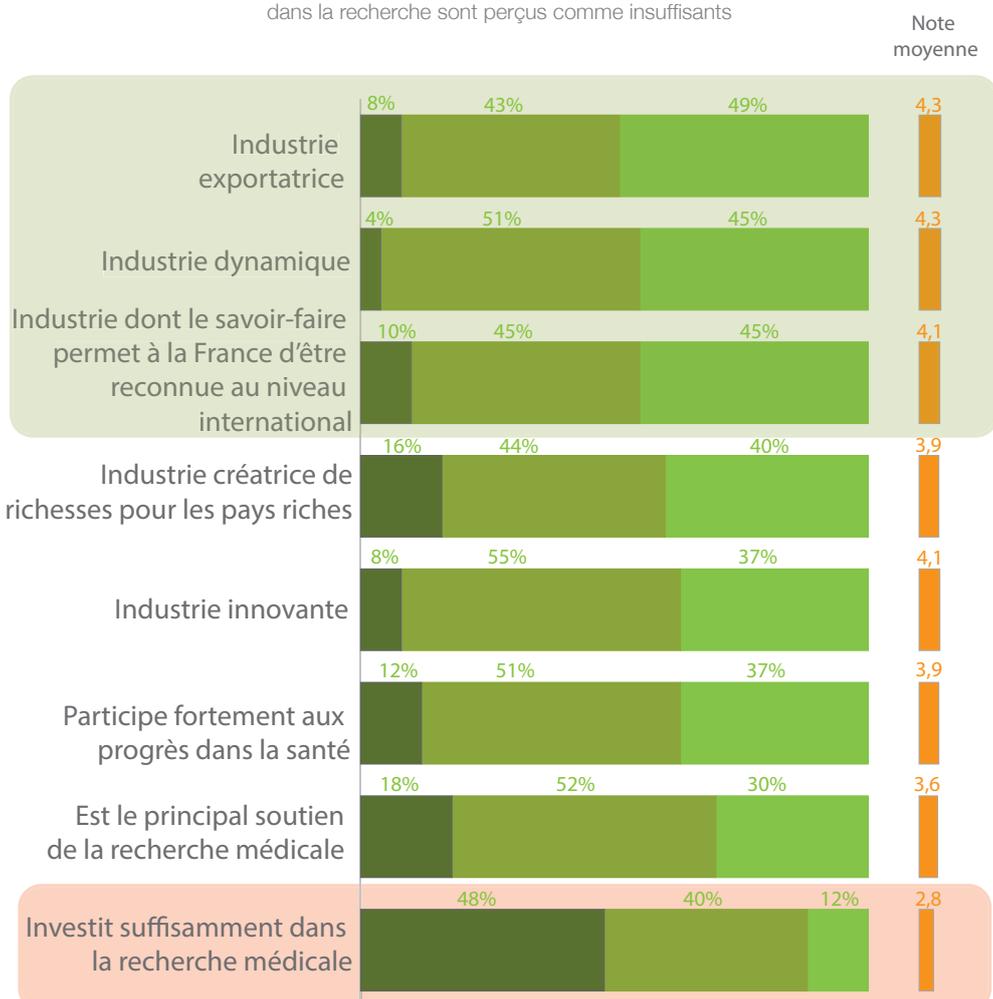
LA RECHERCHE, UN ATOUT POUR L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

2

Comparée aux autres secteurs, l'industrie pharmaceutique a pour elle sa recherche, ses innovations et son caractère nécessaire voire indispensable. Elle est considérée comme exportatrice, dynamique, avec un savoir-faire qui permet à la France d'être reconnue au niveau international... Malgré tout, 48 % des responsables d'associations lui reprochent de ne pas investir suffisamment dans la recherche médicale, en lui attribuant une note entre 1 et 2. Comme ils lui reprochent aussi, toujours à 48 %, de ne pas être une industrie citoyenne, de ne pas se soucier suffisamment du bien public. En termes de sécurité et de réglementation, ils la perçoivent plutôt comme une industrie mal réglementée, peu préoccupée par le bon usage des médicaments mis sur le marché. Plus globalement, 58 % des associations estiment que la collectivité devrait limiter l'accès au marché aux seuls médicaments innovants et porteurs d'une avancée thérapeutique suffisante; elles sont aussi 79 % à juger le prix des médicaments trop élevé. En revanche, petit satisfecit, elles sont 60 % à penser que la France fera partie demain des découvreurs de nouvelles molécules.

IMAGE DE L'INDUSTRIE RECHERCHE & INNOVATION

L'industrie pharmaceutique est évaluée sur une majorité des propositions liées au dynamisme du secteur et à l'innovation, mais ses investissements dans la recherche sont perçus comme insuffisants



UN GROUPE TEST POUR G+ SOUS REPORTIVE

► Alors que Cegedim cède une partie de ses activités à IMS Health, rien de changé pour le Gers, qui devrait même gagner au passage des moyens supplémentaires. C'est dans ce contexte que le prestataire a commencé à travailler main dans la main avec la **commission Quantistat** pour adapter le plus possible son logiciel G+ sous reportive aux attentes des utilisateurs. Après une réunion d'échange sur les besoins des membres de la commission vis-à-vis de cet outil, le Gers est venu expliquer et réaliser une démonstration du logiciel, « de ses tableaux formatés, de son ergonomie », explique Marie-Pierre Gironis, la présidente. Un groupe de travail de 7 à 8 membres de la commission est mis en place; après une petite journée de formation, ils auront chacun dans leur laboratoire le G+ sous reportive à disposition « avec un périmètre AMM, pas encore ACL », précise Marie-Pierre Gironis. « L'objectif que nous nous sommes fixé, c'est de donner notre retour sur le sujet dès septembre, pour une mise en œuvre généralisée du logiciel dès octobre ». Quantistat a choisi d'aborder de front un deuxième sujet, celui des outils de prévision des ventes sur des marchés matures, ou, plus complexe, « la prévision des ventes sur un produit qui n'existe pas encore ». « D'après nos premières discussions, chacun élabore ses propres outils; nous allons donc dresser un cahier des charges pour définir un outil commun », souligne Marie Pierre Gironis, dont la commission a publié deux books, l'un sur la phase d'après lancement d'un produit, l'autre destiné à répertorier les panels en officine.

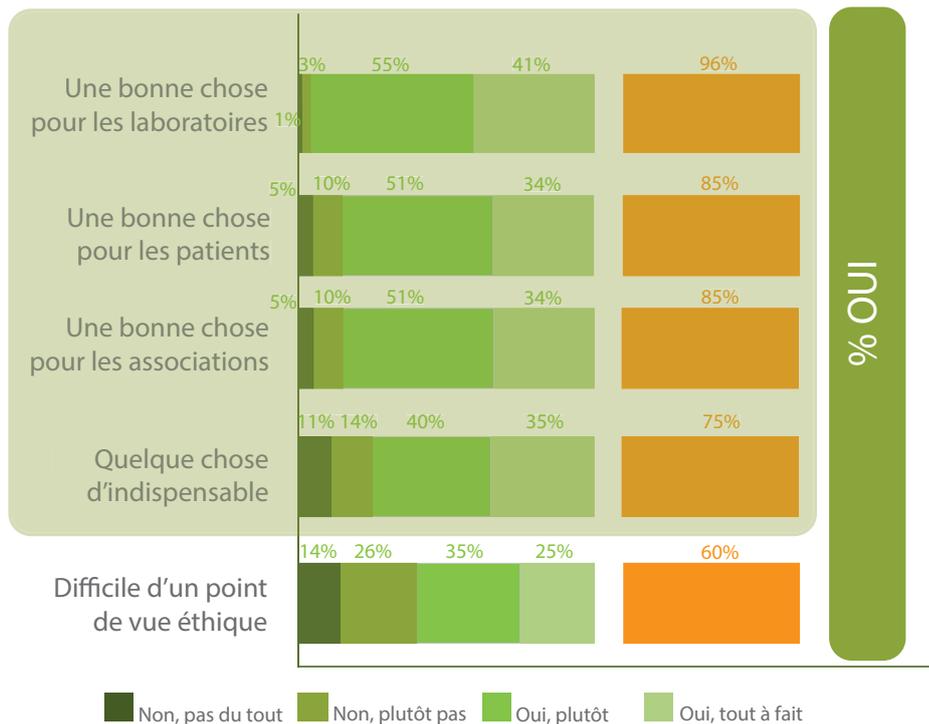
UNE DIFFÉRENCE DE PERCEPTION SELON LES CIBLES

3

Si l'on considère les résultats de l'étude d'image en fonction des catégories étudiées (leaders d'opinion, spécialistes et syndicats, généralistes), les associations de patients se montrent plus sévères que les autres sur le volet recherche et innovation, notamment en ce qui concerne les investissements dans la recherche médicale de l'industrie pharmaceutique. En termes de formation et de démarche citoyenne, cliniciens et médecins sont plutôt plus positifs, notamment en ce qui concerne la formation que l'industrie leur dispense, et les aides qu'elle leur apporte dans leur pratique. Ils se montrent aussi plus satisfaits des mesures réglementaires, et de la préoccupation que l'industrie pharmaceutique aurait du bon usage et de la sécurité des médicaments. Quoi qu'il en soit, les échanges entre associations et industrie sont réels, selon 60 % des associations interrogées ; ils ont lieu principalement sous forme de réunions (37 %). 44 % reçoivent un soutien de la part de l'industrie pharmaceutique, d'abord sous forme financière (78 %), devant l'échange d'informations sur la maladie ou les médicaments (50 %), l'aide à l'éducation thérapeutique (44 %). En tout cas, 45 % des associations sont satisfaites des relations que l'industrie entretient avec elles en général, et 72 % avec leur propre association. Elles apprécient la collaboration, le partenariat enrichissant, les bonnes relations (pour un total de 58 %) mais attendent davantage de communication, des échanges plus nourris, plus profonds. Pour elles, au cours des trois dernières années, les relations ont été stables (40 %), voire meilleures (23 %), et profitables pour tous, que ce soit les laboratoires, les patients ou les associations...

OPINION SUR LES RELATIONS ENTRE LES ASSOCIATIONS ET L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Une large majorité des associations interrogées s'accorde à dire que ces relations sont profitables pour l'ensemble des parties prenantes



QUELLE GESTION POUR LES DONNÉES ?

► L'objectif de la toute nouvelle **commission Digital**, placée sous la houlette de Laurent Lenglet, consiste à traiter le digital dans son rapport avec la gestion des données. Les membres de la commission devront définir ensemble les problématiques à traiter, parmi notamment la stratégie de collecte et e-Permissions, le ROI des campagnes digitales, les KPI clés à définir et suivre, la meilleure connaissance du client grâce aux données disponibles et collectées dans les outils de CRM. Ils échangeront sur les bonnes pratiques à mettre en place puis rédigeront des synthèses accessibles à tous les membres.

DONNÉES DE VALIDATION DE LA VISITE MÉDICALE

► Depuis plusieurs années, Infostat vérifie la qualité de mesure de la promotion de la visite médicale en comparant les résultats aux données internes fournies par les laboratoires. Cette année, ces données internes sont étonnantes, pas très exploitables. « La dégradation du recueil des données nous pousse à mettre en place un groupe de travail avec des laboratoires plus ciblés », explique Pierre-Yves Deydier, président de l'association.

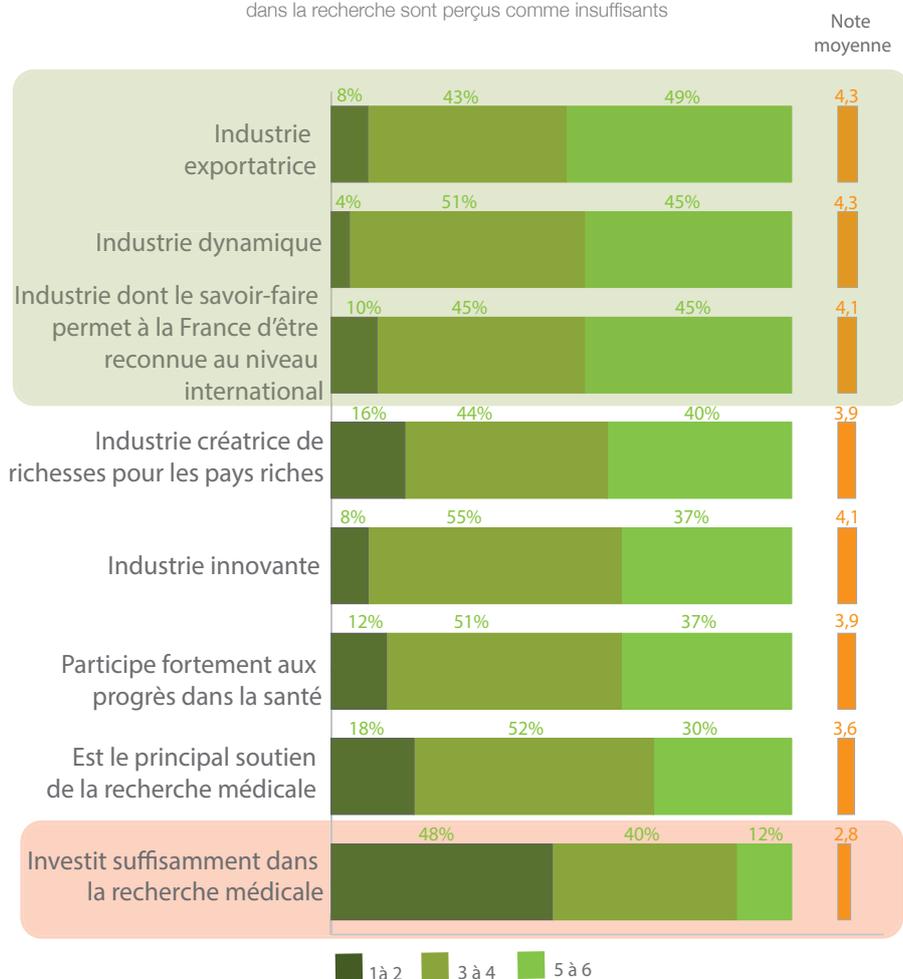
QUELLES SONT LES ATTENTES VIS-À-VIS DE L'INDUSTRIE ?

4

Quant aux attentes qu'elles ont vis-à-vis de l'industrie, les associations réclament d'abord davantage de recherche pour trouver de nouveaux traitements, plus de transparence aussi (32 %), sans oublier une aide à la prévention et à l'éducation thérapeutique (21 %), un soutien financier ou davantage d'écoute et de compréhension des besoins (14 %). Quand on leur demande quelles formes devraient idéalement revêtir ces collaborations, les associations répondent partage du savoir sur la maladie, rencontre avec des experts ou des chercheurs, partage accru sur les objectifs de la recherche et de l'accès aux médicaments. 86 % d'entre elles souhaitent au moins un type d'échange, des réunions d'abord (59 %), des forums ensuite (49 %)... En bref, elles attendent plus de soutien et d'actions concrètes, des échanges plus nombreux et transparents.

IMAGE DE L'INDUSTRIE RECHERCHE & INNOVATION

L'industrie pharmaceutique est évaluée sur une majorité des propositions liées au dynamisme du secteur et à l'innovation, mais ses investissements dans la recherche sont perçus comme insuffisants



MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

73 responsables d'associations de patients ont répondu à l'étude via système Cawy, Computer Assisted Web interview, entre le 29 janvier et le 2 mars 2015.

UNE COLLECTION RICHE DE 22 BOOKLETS

► Les commissions travaillent efficacement et le prouvent avec l'élaboration d'outils de travail concrets, accessibles à tous. Ces booklets pratiques comptent trois nouveaux venus depuis 2014 : une brochure dédiée à la mesure du ROI (commission Ad Hoc), une autre au lancement en pharmacie Quantistat et une dernière aux panels en pharmacie. Comme les 19 conçus précédemment, ces booklets sont disponibles sur le site de l'association, dans la rubrique Collection. Alors n'hésitez pas à les télécharger ; ils ont été mis en œuvre pour vous aider dans l'exercice de votre métier.

LE NOUVEAU SITE EST EN LIGNE

► Même si le site Internet d'Infostat, www.infostatsante.org, avait trouvé son public, avec une moyenne de 1735 visites/mois pour 1,8 page vue par visite en 2014, il méritait d'être modernisé et épuré après dix ans d'existence. C'est chose faite : sa mise en forme est plus aérée et claire, son interface plus simple, son contenu plus riche. Les travaux et études d'Infostat y sont davantage mis en avant, de nouvelles rubriques sont apparues (Agenda), d'autres sont à votre disposition, à l'instar d'« Offres d'Emploi ». Vous pouvez ainsi adresser vos offres ou demandes d'emploi à Jocelyne Colin, elles seront postées sur le site, et les CV reçus envoyés par mail à tous nos adhérents. Depuis le 20 mars, date de la mise en ligne du nouveau site, les statistiques nous donnent raison : plus de 5 700 visites par mois en moyenne, pour 4,4 pages vues !

QUELLE PRESCRIPTION EN DCI ?

Alors que la loi sur la prescription en DCI est entrée en vigueur au 1^{er} janvier de cette année, la **commission Ad Hoc** a confié à Celtipharm la mise en place d'un baromètre pour mesurer l'évolution de son application. Le partenaire d'Infostat a ainsi collecté, dans 500 pharmacies, 2 893 ordonnances datées de janvier et février 2015 et les tickets de caisse afférents pour analyser les prescriptions et les délivrances. Résultats ? 29,4 % d'ordonnances manuscrites représentent 20 % des produits prescrits alors que 70,6 % d'ordonnances informatisées représentent 80 %. Si l'on observe plus dans le détail, une ordonnance sur deux (53 %) est mixte (produit prescrit en DCI et produit avec nom de marque), a contrario 5 % des ordonnances sont exclusivement en DCI et 43 % ne comportent que des noms de marque. Quant au libellé des produits prescrits 18,7 % sont en DCI, 74,7 % en noms de marques et 6,6 % des lignes comportent le nom de fantaisie et la DCI.

Une répartition qui varie avec le type d'ordonnance, les manuscrites laissant une plus large part aux produits prescrits par nom de marque (79,7 % contre 73,5 % pour les ordonnances informatiques), devant la DCI (16,7 % contre 19,2 %) et les mixtes (4,1 % contre 7,2 %). Plus globalement, la DCI est sensiblement plus présente sur les ordonnances informatiques. Par ailleurs, 8 % des ordonnances comptent au moins un produit non substituable, un chiffre qui s'élève à 9 % pour les ordonnances informatiques et tombe à 6 % pour les manuscrites. Quant à la mention non substituable, elle est portée sur 5 % des produits prescrits.